

CAMBODGE NOUVEAU

1er - 15 Déc. 1994

Politique Economie Finance

Volume 1 Numéro 19

Penchants

Un grand vent international souffle sur l'Asie du sud-est.

L'ASEAN, après 26 ans, et peu de réalisations, étend ses ambitions, prévoit pour 2003 la diminution à 5 pour cent des droits de douane entre les membres de l'AFTA (Asean Free Trade Association), envisage son élargissement à de nouveaux membres, s'inquiète de la sécurité dans la région au sens large : risques d'affrontements entre les deux Corées, de conflits au sujet des îles Spratly et des Paracelse, litiges de frontières et d'eaux territoriales entre le Cambodge et ses voisins, montée en puissance des armées de plusieurs pays de la zone ...

Réseau bien plus vaste l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) qui comprend notamment, en plus de l'ASEAN la Chine, le Japon, les Etats-Unis ... vient de fixer la réalisation du libre-

échange entre ses 18 membres à 2020 ... Cependant que le Dr Mahathir de Malaisie milite en faveur d'un regroupement plus purement asiatique.

Le Cambodge va-t-il remplir ses poumons de ces grands vents? Respirer plus large, après tant d'années d'isolement? C'est un penchant. Ou revenir à ses vieux démons : corruption aux plus hauts niveaux, querelles de clans et rivalités de personnes? C'en est un autre.

Dépendant de l'aide internationale comme un grand blessé d'une transfusion de sang, on dirait que le Cambodge n'a pas le choix. Il s'est d'ailleurs officiellement, nettement, déclaré en faveur de l'économie de marché, de la transparence. La création du Conseil de Développement du Cambodge va dans ce sens. Il faudrait, pour que ses amis et ses partenaires soient rassurés, que les réalités suivent. A.G.

interview SAM RAINSY

ancien ministre des Finances et de l'Economie

Pour le bien du pays, il y a un devoir de vérité.

Oui, il y a un malaise parmi les pays donateurs et les organismes prêteurs, et c'est compréhensible. Le Cambodge se dote d'une Constitution, de nouvelles lois, d'un budget, le premier depuis 23 ans conforme aux règles internationales. Pendant six mois ça va à peu près. Et puis sous la pression des événements ou des individus, on s'écarte de ces lois qui doivent régler la marche du pays. Il y a de quoi mettre mal à l'aise.

Un pays ne peut avoir deux budgets. Or il n'y a plus d'unité budgétaire. L'affaire du bois, c'est une violation énorme, flagrante, incontestable de l'unité budgétaire. L'anomalie est importante, elle peut être chiffrée.

Pendant les trois premiers mois de 1994, ou les exportations de bois étaient encore licites, l'Etat a touché 35 millions de dollars sur ces exportations. Ensuite certaines licences ont été prolongées. Puis il y a eu le coup de tonnerre du 18 juin, la décision prise par les deux Premiers ministres de verser tout le produit des exportations de bois au ministère de la Défense. Depuis, le ministère des Finances a reçu zéro. Le "manque à rentrer" est donc de 140 millions de dollars, et bien plus en réalité parce que, depuis, les coupes et les exporta-

tions se sont accélérées. La situation est hors de contrôle.

Il faut voir que le bois joue un très grand rôle dans les finances du pays : bois et caoutchouc représentent ensemble 98 pour cent des exportations du Cambodge, et le bois intervient en gros pour 90 pour cent, le caoutchouc pour 8 pour cent. Tout le reste -soja, tabac, bétail, etc...- ne représente que 2 pour cent. Le bois, c'est beaucoup plus que ce que vous pouvez imaginer!

un pays ne peut avoir deux budgets

D'autre part, ce bois est vendu 35 à 40 \$ le m3, soit environ 1 dixième du cours international. Même sans atteindre ce niveau, on pourrait couper deux fois moins de bois et en tirer deux fois plus d'argent. C'est un énorme gaspillage.

Pour le caoutchouc, la moitié, en gros, est vendue sous forme de balles sur palettes, aux normes internationales, lors de ventes qui font l'objet de lettres de crédit. Donc là on peut contrôler. L'autre moitié du caoutchouc, résultat de saignées clandestines, est vendue sous forme de coagulum, c'est à dire de latex mélangé d'eau et d'impuretés, par une multitude de petits revendeurs et de contrebandiers. Elle échappe à l'Etat et profite en réalité à une multitude de "petits saigneurs", pour peut-être la moitié, et pour l'autre moitié à de "grands

(Suite page 2)

Industrie, Mines, Energie

le point sur les investissements

Voici les indications, à jour en novembre 1994, données dans l'*Historical overview of the Khmer Economy and Industrial Evolution* par M. Chhay Neth, directeur adjoint du département technique du ministère de l'Industrie des Mines et de l'Energie, travail non encore publié.

Depuis la fin de 1993, un changement remarquable est intervenu, avec l'établissement dans le pays de nombreuses firmes étrangères. Parmi elles, beaucoup de compagnies de textile et de vêtements, le capital total investi dans ce secteur atteignant 33,277 millions de dollars. Le potentiel apparaît très (suite page 6)

à l'intérieur ...

Interview : S.E. Sam Rainsy
Nouveau : la Commission du Mékong
Speaker's corner : John Holloway

pages 1 - 2 - 3 - 4
pages 4 - 5
pages 8 - 7

SAM RAINSY

(suite)

(Suite de la page 1)

seigneurs", autorités provinciales, certains hauts responsables de l'Etat qui organisent ou au moins tolèrent ces circuits parallèles.

Il n'y a donc pas transparence.

La cause de nos problèmes en matière

d'investissements c'est le retour aux pratiques du passé. Le manque, et bientôt l'absence totale de transparence, font que

le Cambodge reste prisonnier du même groupe d'investisseurs qui sont là depuis 4, 5 et 6 ans. Ils ont joué un rôle positif, il fallait bien commercer avec le monde extérieur, et pour ces investisseurs il y avait des risques, l'embargo, des incertitudes politiques. Mais je crois qu'on a gâché une chance historique d'ouvrir le Cambodge à une nouvelle race d'investisseurs, une nouvelle catégorie de dimensions internationales.

Les anciens investisseurs font barrage contre l'arrivée de ces nouveaux. On retrouve toujours les mêmes groupes de Chinois ou de sino-Khmers, avec leurs connections à Hong-Kong, en Thaïlande, en Malaisie, à Singapour. C'est un cercle fermé. De sorte que le tissu économique du Cambodge au niveau des investissements d'une certaine importance ne

peut pas se renouveler. Si ce sang ne se renouvelle pas grâce à des investisseurs de qualité, de standing international, le Cambodge n'ira pas très loin.

J'ai peur que le Cambodge devienne la chasse gardée d'un groupe d'individus qui ont entre eux des connections très spéciales. Impénétrables pour les autres.

Il ne s'agit pas pour les investisseurs internationaux de "traiter les affaires à l'asiatique". Il

ne faut pas donner cet alibi. Il n'y a pas de "modèle asiatique". Peut-être qu'à partir d'un certain niveau de développement, de sophistication, on a le choix entre un "modèle français", un "modèle malais", un modèle singapourien, ou thaïlandais, ou chinois, ... Mais là où en est le Cambodge, au niveau presque zéro, ces choix ne se posent pas. Il s'agit de choisir la transparence et les normes internationales.

Le Cambodge risque de devenir la chasse gardée de quelques clans. Il y a des relations très étroites entre les milieux politiques et ces groupes qui sont là et qui ont des racines.

Observez ce qui se passe : Inchcape n'a pas pu s'implanter, Total n'a pas pu, de même que Hyatt qui s'est

retiré, de même que Feal International, et que la Française des Jeux (il y a d'ailleurs un litige en cours). Ce sont toutes des sociétés qui sont capables d'apporter au Cambodge non seulement de l'argent et de la technologie, mais une éthique des affaires nouvelle, dont le Cambodge a besoin, une éthique aux normes internationales.

Les investisseurs internationaux ne peuvent pas se plier aux règles locales, ils ne veulent pas passer sous les fourches caudines de la corruption érigée en système. Parfois, pour commencer à discuter, il faut mettre un paquet de billets sur la table ... Les grandes sociétés internationales ne se sont pas implantées parce qu'elles ne peuvent, comme le font les

groupes mafieux, sortir de l'argent noir : elles ont des conseils d'administration elles ont des comptes à rendre, elles ont un

devoir de transparence. Le CDC est là pour introduire cette transparence ? J'ai entendu beaucoup de plaintes d'investisseurs sérieux, qui n'ont pas trouvé au CDC les services qu'on leur avait promis, qu'on leur avait fait miroiter à travers le CDC et la nouvelle loi sur les investissements. J'espère qu'il y aura un sursaut, une organisation qui n'a pas encore pris forme. Il faut que ce qu'on dit aux gens ne reste pas éternellement

du vent, sinon les gens vont désespérer du Cambodge.

Autrefois, l'Etat se confondait avec le parti unique et avec les dirigeants, qui définissaient eux-mêmes les règles. Il y avait confusion entre les finances personnelles, les finances du parti et les finances de l'Etat. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y avait pas transparence. Pendant les 18 premiers mois après les élections, on a essayé d'instaurer des règles de droit, des procédures transparentes pour que les responsables rendent des comptes comme le Cambodge lui-même doit rendre des comptes à la communauté internationale. Mais je crois que malheureusement il y a une tendance à la baisse de cette volonté initiale de pratiquer la transparence. Je crains que l'on revienne en arrière. Je

crains le retour des vieux démons.

le CDC ? j'espère qu'il y aura un sursaut ...

S'agit-il d'un problème technique ? Non. Les dirigeants comprennent facilement

les contraintes et les exigences. Là où on peut émettre des doutes, c'est sur la volonté et la capacité politique de mener la politique qui s'impose sur le plan technique, et je dirai même moral, de mener cette politique rigoureuse dictée par les nécessités et les contraintes économiques et financières du pays, cette politique de rigueur.

Veut-on faire les choses de manière légale et transparente ou pas ? S'accoquiner avec les

(Suite page 3)

A PROPOS ...

CDC : bientôt

Le Conseil de Développement du Cambodge va bientôt rendre publique la liste des investisseurs agréés depuis l'ouverture du "guichet unique" le 4 août. Le montant total des investissements est, début décembre, "de loin supérieur aux 800 millions de

dollars annoncés précédemment". Encore 22 projets relevant du ministère de l'Agriculture sont-ils retenus pour examen ultérieur. Pourquoi ne pas faire connaître les agréments au fur et à mesure ? "Nous les rendrons publics en même temps, et nous allons publier une "lettre d'informations", dit-on au CDC, ou l'on est très sensible aux critiques dont le Conseil fait l'objet (Cambodge

Nouveau n° 18).

Certains projets d'importance nationale, ou qui concernent plusieurs ministères, feraient prochainement l'objet d'une décision en Conseil des ministres.

commerce extérieur

En 1993, les exportations du Cambodge ont atteint 35 millions de dollars, les importations 93,320 millions. Pour le premier trimestre

1994, dit-on au ministère du Commerce, les statistiques ne prennent en compte que trois produits : le bois, les produits de la pêche et le bois de santal (pas le caoutchouc) : exportations 40 millions de dollars. Pour le second trimestre, on n'a pris en compte que le bois et les produits de la pêche : exportations 2 millions de dollars. Pour le troisième trimestre

(suite page 3)

SAM RAINSY (suite)

(Suite de la page 2)

groupes mafieux qui ont tenu l'économie du pays depuis les années 80 et jusqu'aux élections ? Est-ce qu'on veut rendre des comptes à l'opinion publique, à l'Assemblée Nationale, à la communauté internationale ? Veut-on organiser une concurrence saine, équitable, entre les groupes qui s'intéressent au Cambodge ? Instaurer un minimum de moralité dans les affaires et dans la politique ?

"On" ? Oui, c'est très peu de personnes. Dans un bateau, il n'y a qu'un capitaine. Le Titanic n'avait qu'un capitaine... D'ailleurs, intéressante aussi est cette recherche d'une plus grande unité, cohésion dans l'action gouvernementale, dans la composition de l'équipe. Est-ce que cette cohésion, cette unité sont pour plus de transparence, plus de concurrence, plus de légalité, plus de moralité ?

Ou bien pour voguer sous d'autres cieux... ?

Le budget 1995

Les priorités, en plus de celle de la Défense, seront l'Éducation et la Santé.

Les dépenses en volume resteront stables, en tenant compte de l'inflation pour peut-être 10 pour cent. Il n'y aura pas de baisse des services publics. On

coupera dans les budgets proposés par les ministères selon les priorités.

En cas de désaccord, on arbitra en faveur de l'armée comme pour la loi rectificative de 1994, et on continuera à donner la priorité à la Défense.

Il y a deux inconnues majeures :

- la situation militaire. Si les choses s'emballent, on ne peut prévoir précisément les dépenses;

- la situation alimentaire. Les inondations, puis la sécheresse, ont fortement réduit les récoltes. Dans certaines provinces, il y a une situation de famine. L'avenir est très sombre dans ce domaine. On sait que 200 à 300 000 tonnes de riz vont manquer, ce qui représente environ 70 millions de dollars. Les récoltes commencent, elles vont durer jusqu'en janvier. On connaîtra progressivement le déficit.

Pour l'inflation, la pénurie de riz va tirer l'indice des prix vers le haut. Le prix du riz a doublé en 1994. Mais l'inflation passée n'a rien d'inquiétant. Le chiffre de 23 pour cent de hausse pour 1994 n'est aussi élevé que parce que les bases de comparaison se sont affaïssées fin 1993 après les sommets vertigineux de la mi-1993. M. Chaize a raison (voir *Cambodge Nouveau* n° 18), il faudrait lisser les courbes, prendre des

moyennes mobiles, on verrait que les prix restent dans une fourchette de hausse de 5 à 10 pour cent.

idées claires sur les finances publiques

Pour avoir les idées claires au sujet du budget, il faut avoir quelques chiffres simples en mémoire :

Sur un budget total de 880

milliards de riels, soit environ 350 millions de dollars :

- la Défense représente en gros 50 pour cent des

dépenses

courantes (au lieu de 10 ou 15 normalement);

- 50 pour cent des recettes courantes (c'est à dire venant des ressources du pays) proviennent des droits de douane.

- et 50 pour cent du budget est financé par l'aide internationale.

On peut faire plusieurs observations :

- *la part de la Défense est très importante.* Pour trouver les 40 milliards de riels qui manquaient à l'armée et les 3 ou 4 milliards qui manquaient à la police (objet de la loi rectificative qui vient d'être votée), il a fallu couper dans tous les ministères civils.

Les 90 chars tchèques et polonais achetés par le gouvernement sont payés grâce à un emprunt au Trésor de 5 à 6

milliards de dollars fait au cours des derniers mois par la Défense. La Défense remboursera cet emprunt grâce aux ventes de bois.

- *il y a une mauvaise répartition des ressources internes :* les impôts ne représentent qu'une part très insuffisante des recettes. Beaucoup ne paient pas d'impôts en disant "je fais des charités". Mais c'est un système qui court-circuite l'Etat.

les court-circuits qui affaiblissent l'Etat

- *L'Etat se trouve court-circuité pour les recettes du domaine :* le bois et le caoutchouc "contournent" le

Trésor pour

l'essentiel, comme on l'a vu. Ainsi, on veut créer un Etat de droit, mais on l'affaiblit avec de tels court-circuits : c'est incompatible.

Un autre court-circuit : ce sont les ONG, mais celui-là est normal. Ce n'est pas un mal, au contraire. Les gens des ONG sont qualifiés, compétents, motivés, efficaces, je loue leur travail. Dans beaucoup de secteurs, des ONG jouent le rôle des services publics, jouent le rôle de l'Etat.

- une observation importante enfin : c'est *l'importance de l'aide internationale dans les finances du Cambodge.* L'aide extérieure assure tous nos besoins en capitaux; elle couvre le déficit de nos dépenses courantes; elle couvre aussi la contribution locale (la part que

(Suite page 4)

A PROPOS ...

(Suite de la page 2)

rien encore. Mais, reconnaît le Ministère du Commerce, ces chiffres sont de toutes façons très imprécis. Pour les six premiers mois de 1994, les importations ont atteint 325 millions de dollars.

choix

Ayant encore beaucoup de possessions délabrées et ingérables (hôtels, plantations, aéroports, ...), l'Etat se trouve devant un choix : - ou bien les "privatiser", c'est à dire pratiquement les céder à des capitaux étrangers moyennant un droit d'entrée et un loyer (avantage : il y a un chèque immédiat et un revenu régulier);

ou bien apporter dans une "joint venture" ce capital délabré : c'est une bien meilleure façon de gérer les biens de l'Etat, estime un expert étranger. Le capital se trouve ainsi "placé", les bénéfices de la société mixte entrent dans les caisses de l'Etat, qui peut aussi percevoir la fiscalité. C'est une formule plus moderne. Mais le Gouvernement semble préférer la

première solution qui apporte du "cash", quitte à se dépouiller de ses biens.

filtres

En janvier devrait être terminée la réfection des filtres de la station d'épuration des eaux de Prum Prek (près de la gare), entreprise par Degrémont. Les Japonais ont assuré la réparation du système

(suite page 4)

SAM RAINSY

(Suite de la page 3)

devrait normalement assumer le Cambodge); elle couvre enfin les investissements locaux gérés par les ministères. Bref, l'aide internationale couvre tout. Coupez-la, et en deux semaines l'administration s'écroule.

la transparence obligée

C'est une raison de plus d'être attentif aux exigences, aux règles de transparence que la communauté internationale est en droit d'attendre du Cambodge.

Je ne crois pas que le FMI soit près de couper l'aide au Cambodge. On n'en est pas encore là ! Ce serait choquant. Si vous avez aidé quelqu'un à traverser le fleuve, et qu'il n'arrive pas à grimper sur l'autre berge, vous le laisseriez se noyer ?

Il faut aider le Cambodge, mais en étant assez vigilant et assez ferme.

Le Cambodge ne peut pas se conduire en enfant capricieux. La communauté internationale doit jouer le rôle d'un grand frère, tenir fermement la main de ce petit frère qui sort d'une période de traumatisme, qui est traversé d'hallucinations. Rien ne serait plus dangereux que de lui donner toute latitude en lui bourrant les poches de dollars. Il tournerait mal. Il faut l'encadrer bien, jusqu'à ce qu'il puisse voler de ses propres ailes.

adieu le Comité du Mékong ...

VIVE LA COMMISSION DU MEKONG !

A Hanoï le 28 novembre, les quatre pays riverains du cours inférieur du Mékong, Laos, Thaïlande, Cambodge et Vietnam, une fois de plus réunis, ont pris des décisions importantes : ils poursuivront leur collaboration, mais sur d'autres bases.

Il était temps, le vieux Comité International du Mékong, créé en 1957, menaçait de sombrer (voir *Cambodge Nouveau* n° 13).

structures et vocabulaire

Comme les problèmes demeurent, et notamment celui, très épineux, du partage des "eaux de surplus" du grand fleuve, dont on remet la discussion à plus tard, on a décidé en attendant de changer le vocabulaire, et les structures. Ainsi plus de *Comité du Mékong* mais une *Commission du Mékong*, un *Council*, un *Joint Committee*; le *Secrétariat* demeure; plus de *groupe de travail* mais une *task force*.

Le Secrétaire général de l'actuel Comité National du Mékong, M. Sin Ni Ny, à son retour de Hanoï, a fait pour *Cambodge Nouveau* le point de cette réunion capitale.

présidences tournantes

Il a été convenu que la *task force* se réunira le plus vite possible et en tous cas avant le 15 janvier prochain, pour

1) broser les structures du futur Secrétariat;

2) préparer les règlements intérieurs du **Conseil** et du **Comité Conjoint** (*Joint Committee*) qui seront, avec le **Secrétariat**, les organes de la Commission du Mékong.

On sait déjà que les présidences du Conseil et du Comité conjoint seront "tournantes", et annuelles. On adoptera l'ordre alphabétique croissant pour la présidence du Conseil, et décroissant pour le Comité conjoint, de sorte que le premier président du Conseil sera cambodgien, le premier président du Comité conjoint, vietnamien.

C'est le PNUD (dont le haut Conseiller George Radosevitch joue depuis des années un rôle apprécié, et que les délégués souhaitent voir rester à son poste), qui procèdera à l'établissement des candidatures pour le

poste de *Chief executive officer*.

signature à Chiang Rai

La signature officielle des accords auxquels on est parvenu à Hanoï doit intervenir dans un délai maximum de 90 jours (soit fin février). Elle aura lieu à Chiang Rai dans le nord de la Thaïlande. Chaque pays désignera trois plénipotentiaires. Dans l'intervalle, ces accords auront été soumis à la ratification ou à l'approbation de chaque gouvernement.

La Commission elle-même commencera son travail aussitôt après la signature des accords : le Comité conjoint entamera alors la discussion des problèmes qui auront été posés par la *task force*. Aussitôt après se tiendra la réunion au niveau ministériel. Il est convenu que chaque gouvernement désignera son plénipotentiaire, qui ne pourra pas être d'un rang inférieur à vice-Ministre.

Toutes ces dispositions prouvent une chose : c'est que les quatre pays sont décidés à rattraper les années perdues en palinodies et à surmonter les querelles. A la surprise des

A PROPOS ...

(Suite de la page 3)

électrique. L'eau de cette station sortira potable. Restera la réfection des canalisations. Dans les quelques quartiers où elles ont été refaites, on peut mettre l'eau sous pression, ce qui fait fonctionner les compteurs, et permet de taxer les usagers.

caoutchouc

La production atteindra 28 à 29 millions de tonnes cette année,

estime M. Teng Lao, directeur de la DGPH (Direction Générale des Plantations d'Hévéas). Celle de 1993 était estimée à 40 000 tonnes (*Cambodge Nouveau* n° 14). Il semble que la dégradation des grandes plantations créées jadis par les Français soit rapide, sous l'effet de coupes d'arbres clandestines, de manque d'entretien et de contrôle des saignées, ... Le second Premier ministre Hun Sen, le 5 décembre, a prôné la privatisation des plantations (qui

appartiennent entièrement à l'Etat). La décision de privatiser les plantations a été prise le 28 janvier 1994. En septembre a été créé un Comité Permanent de Privatisation et de Développement de l'Hévéaculture.

Des sociétés françaises et belge sont depuis des années candidates à la reprise de l'exploitation des hévéas, mais elles n'investiront pas en grand tant que des contrats précis n'auront pas été négociés, rédigés et signés.

électricité

EDC (Electricité du Cambodge) a commencé la réfection des lignes qui distribuent l'électricité avec l'aide d'EDF. Un premier quartier a été "traité" : des fils torsadés remplacent les écheveaux anarchiques, ce qui permet de diminuer le pouvoir des "cabines", d'appliquer un tarif unique, et de diminuer les pertes techniques et les vols, réduits à moins de 10 pour cent. La distribution redevient rentable. Un second quartier va être rééquipé par Bouygues. (suite page 7)

COMMISSION DU MEKONG (suite)

Cambodgiens, il n'y a pas eu à Hanoi affrontement entre Thaïlandais et Vietnamiens sur la répartition des eaux du Mékong : chaque pays, observe M. Sin Ni Ny, avait envoyé les moins agressifs de ses négociateurs, et la consigne était de toute évidence d'éviter les heurts.

la répartition des "eaux de surplus"

Les sujets de friction n'en existent pas moins. L'un d'eux, le principal, est la "répartition des eaux de surplus du Mékong" (l'article 5). Les trois partenaires de la Thaïlande l'accusent de vouloir se les approprier sans trop d'égards pour leurs intérêts : or le Vietnam surtout craint les remontées de sel très dommageables pour les cultures que provoquerait la diminution du débit du fleuve. Il a été décidé à Hanoi que le Conseil et le Comité conjoint décideraient des critères (définition des "eaux de surplus") et du mode de répartition de ces eaux.

le siège : Phnom-Penh ou Bangkok ?

Un autre point : où siègera la Commission du Mékong ? Les Cambodgiens ont proposé Phnom-Penh, à cause de sa situation géographique centrale, du site exceptionnel des Quatre Bras, et parce que c'est à Phnom-Penh déjà qu'avait été signé l'accord donnant naissance au Comité International du Mékong.

Mais on s'attend à ce que la Thaïlande insiste fortement pour que le siège demeure à Bangkok.

la navigation sur le Mékong

Un sujet de première importance pour les Cambodgiens : la navigation sur le Mékong. Ils voudraient modifier certains points de l'article 9 qui créent des difficultés : sous prétexte de contrôles des marchandises et d'autorisations préalables, le Vietnam ralentit et même pratiquement stoppe les marchandises qui transitent, à tel point que le port de Phnom-Penh a perdu presque tout trafic.

En octobre, le gouvernement cambodgien envoyait au Vietnam S.E. Ing Khiet, président du Comité national du Mékong. Déception : les Cambodgiens ont appris là que le ministre du Commerce Var Huot avait signé le 3 avril dernier avec son homologue Le Van Chiet un accord, valable trois ans, qui leur enlève tout argument (voir encadré).

D'ailleurs cet article 9 est conforme au droit international : le Vietnam peut exiger des contrôles des marchandises, et des autorisations préalables de transit, pour des raisons douanières, de sécurité, d'immigration, et phyto-sanitaires. Il peut ralentir ou arrêter toutes les marchandises qui font l'objet d'interdiction au Vietnam : la liste comporte le bois, le riz, les haricots, les motos et voitures d'occasion, ... bref presque tout.

A l'évidence, le Vietnam dispose là d'un pouvoir trop important, presque d'un droit de chantage. On le soupçonne de se donner une position de force pour les discussions sur l'immigration qui promettent d'être dures. Les Cambodgiens vont devoir négocier les

critères et les limites des contrôles vietnamiens.

ponts

Cambodge et Vietnam vont pouvoir aussi, au sein de la Commission du Mékong, reprendre la très ancienne question des ponts : celui de My Thuon, dont on parle depuis 20 ans, qui devrait avoir un tirant d'air de 37 mètres selon les Vietnamiens, de 49 mètres selon les Cambodgiens. Un séminaire, financé par l'Australie, aura lieu à ce sujet.

Quant au pont de Neak Luong, qui ferait logiquement partie de la grande liaison routière à établir entre Phnom-Penh et Ho-Chi-Minh-Ville (partie elle-même de la liaison régionale Bangkok - Phnom-Penh - Ho-Chi-Minh-Ville - Vung Tao), il doit être financé par l'Australie et le Japon.

Accords sur les marchandises en transit entre le Gouvernement Royal du Cambodge et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam (3 avril 94) (extraits) :

article 2 : les deux parties autorisent le transit des marchandises sur leurs territoires, à l'exception des marchandises interdites à l'exportation ou à l'importation selon les dispositions de chaque pays.

article 4 : les marchandises en transit doivent respecter les conditions suivantes :

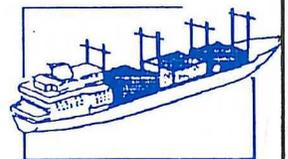
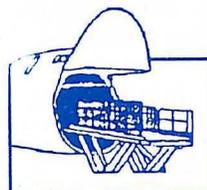
- le ministère du commerce du pays autorisant le transit délivre l'autorisation de transit sur la demande du propriétaire des marchandises. Le pays autorisant le transit assure les conditions favorables pour la délivrance de l'autorisation de transit par les bureaux situés dans la région la plus proche du lieu de transit;

- le code des douanes du pays autorisant le transit doit être respecté; (...)

article 9 : le transport des marchandises en transit et les modalités doivent être réglés d'après les dispositions du pays autorisant le transit (...)

SDV: Le Premier transporteur au Cambodge

SDV



Un réseau international dans 130 pays
Transport maritime/aérien - Projets clé-en-main
logistique pétrolière



TTA

Agent for :



No 26-28 Sothearos Blvd. 1er Etage - Phnom Penh
Tcl: 27 955 - Faz: 27 955 - Mob: 015 912210

Industrie, Mines, Energie

(suite de la page 1)

prometteur dans un délai inférieur à un an. De ces projets d'investissements, 33,95 pour cent ont été réalisés; sur les 28 usines de textile ou de vêtements, 7 sont déjà pleinement opérationnelles, et la huitième est sur le point de produire.

Huit autres sociétés ont été agréées par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie :

- **CB International** (Cambodia) : ciment;
- **Siam cement Cambodia** (Thaïlande) : ciment armé;
- **Sembavang** (Singapour) : raffinerie de pétrole;
- **Mitr Kasetr Industry** (Thaïlande) : raffinerie de sucre;
- **Wang Kanai Group** (Thaïlande) : raffinerie de sucre;
- **Phnom-Penh Motor Work** (Cambodge) : tôles galvanisées;
- **Paos** (Malaisie) : fabrique de savon;
- **Chhun Sok Heng** (Cambodge) : latex/caoutchouc;

Quatre autres sociétés nouvelles sont "à l'examen":

- **Fullday Co Ltd** (Cambodge/Taiwan): papeterie
- **Golden Time** (Chine) : habillement;
- **Krisma Kamar** (Malaisie) : habillement;
- **Ewein Winery** (Malaisie) : vin.

Le ministère a demandé à 20 autres sociétés de fournir des propositions plus détaillées. Ces sociétés sont ainsi réparties :

3 de Hong Kong (cigarettes, ciment), 2 de Thaïlande (raffineries de pétrole), 2 de Taïwan (contreplaqué), 2 de Singapour (ciment, shampoing), 2 du Japon (gaz naturel, raffineries de pétrole), 1 du Cambodge (raffinerie de pétrole), 1 de Malaisie (moustiquaires), 1 des Etats-Unis (contreplaqué), 1 de France (Technip : raffinerie de pétrole), 1 du Canada (contreplaqué), 3 d'origine non indiquée (générateurs d'électricité, fil de fer).

C' est en 1990 que les investisseurs étrangers ont commencé à s'intéresser au Cambodge. La Thaïlande a été la première, avec un investissement de 5 millions de dollars.

En 1991, ce chiffre a peu progressé. Mais le montant global a augmenté de 30 pour cent, passant à 6,5 millions de dollars : 2 millions venant de venant de Hong-Kong, 3 millions de Taïwan, et 1,5 million d'Australie.

De 1991 à 1992, le taux d'augmentation des investissements étrangers directs atteint 631 pour cent. Les joint-ventures entre capital

local et étranger atteignent 4 200 000 dollars.

- Chine : 64 300 000 US\$
- Thaïlande 24 100 000
- Malaisie : 252 300 000
- Japon : 67 000 000
- France : 2 000 000
- Hong-Kong : 2 500 000

De 1992 à 1993, progrès de 5 pour cent seulement : 438,199 millions de dollars, dont 1,199,000 de joint-ventures.

Thaïlande : 400 millions
France : 35 millions
Singapour : 2 millions.

Pour 1994 et 1995, le ministère de l'Industrie a établi un plan de 2 ans, qui vise à : - répondre à la consommation locale; - remplacer les produits importés par des produits locaux;- exporter et créer des

emplois.

La politique adoptée consiste à

- privatiser toutes les entreprises d'Etat restantes qui ne peuvent pas survivre par elles-mêmes. En novembre 1994, 66 des 79 entreprises d'Etat se trouvaient privatisées. Les deux restantes sont : l'usine mécanique n° 1 et une imprimerie (voir à ce sujet *Cambodge Nouveau* n° 7).

- améliorer le fonctionnement, la gestion et le contrôle des autres;
- encourager le développement des industries privées en leur fournissant l'efficacité administrative et les infrastructures nécessaires.

Pour 1994, on ne dispose que des chiffres concernant le premier semestre (voir *tableaux*).

investissements étrangers directs dans l'industrie l'énergie et les mines, par pays d'origine en millions de dollars (1994 : 6 mois)

SOURCE	1990	1991	1992	1993	1994
CAMBODIA	-	-	4.20	1.199	9.94
CHINA	-	-	64.30	-	2.5
THAILAND	5.00	-	24.10	400.00	55.51
South KOREA	-	-	-	-	9.84
U.S.A	-	-	-	-	120.00
MALAYSIA	-	-	252.30	-	2.00
JAPAN	-	-	67.00	-	6.53
FRANCE	-	-	2.00	35.00	-
SINGAPORE	-	-	-	2.00	85.66
HONG KONG	-	2.00	2.50	-	-
TAIWAN	-	3.00	-	-	2.00
MACAU	-	-	-	-	1.80
AUSTRALIA	-	1.50	-	-	-

investissements étrangers directs par secteurs

Manufacturing (of which)	1990	1991	1992	1993	1994
Cement factories	-	-	84.30	-	128.854
Oil refinery	-	-	317.00	-	71.416
LPG	-	-	-	-	6.530
Garment	-	2	13.48	5.699	13.709
Tobacco	-	-	5	-	-
Winery	3.00	-	-	1.00	-
Rubber processing	-	-	-	-	0.5
Paper	-	-	-	-	2.00
Galvanized iron sheet	-	-	-	1.4135	-
Beer	-	-	15.00	-	40.00
Saw mill	-	1.00	-	-	-
Soft drink	-	-	-	10.00	-
Plastic	-	-	-	1.00	-
Condensed milk	2.00	-	-	-	-



Directeur de la publication : **Chu Sim-Phong**

Rédacteur en chef : **Alain Gascuel**

Rédactrice : **Claudine Chassigneux**

Mise en page : **Jean Cévennes**

Impression : **Cambodia Informatics Center - CiC**

BP 836 Phnom Penh

Royaume du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu exclusivement sur abonnement

Holloway

suite de la page 8

j'aimerais les enlever des effectifs du ministère.

Avec ce manque de personnes expérimentées, nous ne pouvons traiter qu'un problème à la fois. Avec le Vietnam, nous allons traiter le problème de l'immigration. Avec la Thaïlande, celui des eaux territoriales. Le droit de la mer est très compliqué, et nous n'avons qu'un expert et demi (l'un d'eux travaille à mi-temps à la faculté de Droit). La Convention sur le droit de la mer est sur le point d'entrer en vigueur, et nous essayons de bâtir notre dossier, mais le Cambodge a une position que personne ne reconnaît. Nous devons la modifier.

Quant à engager des experts étrangers, il nous faut être très prudents, il faut qu'ils soient acceptables par toutes les parties, les Thaïs, les Vietnamiens, et que leurs pays n'aient pas de contentieux ... Pour la discussion sur les eaux territoriales, j'ai un Canadien. Pour la question de l'immigration vietnamienne, c'est très difficile parce que les étrangers ne voient pas la question comme la voient les Cambodgiens. C'est très politique, au Cambodge. Les étrangers n'y comprennent rien.

Nous essayons de mettre sur pied une équipe issue de différents ministères, et en décembre probablement, nous aurons une rencontre officielle sur l'immigration. Le ministre, ou l'un de ses représentants ira à Hanoï. Il me semble que les

Vietnamiens devraient venir ici. Après tout c'est leur problème... Pour l'instant la question des frontières sera mise de c ô t é

Si les Cambodgiens renvoyaient les Vietnamiens chez eux, ils subiraient une perte économique certaine. Qui construirait les bâtiments, in-

immigration vietnamienne ce sera dur

stallerait l'électricité, etc ...? Ces négociations-là promettent d'être dures, et je crois que les Cambodgiens espèrent que, voyant combien elles sont dures, beaucoup de Vietnamiens préféreront rentrer chez eux, par crainte de la suite. Les Cambodgiens ne pensent pas aux conséquences, ils ne pensent qu'à se conformer à l'opinion publique selon laquelle les Vietnamiens doivent s'en aller.

la confusion MAE / CDC / ONG

Dans ce domaine, voici qu'existe le CDC, et le gouvernement l'a déclaré, désormais tous les donateurs et les investisseurs doivent s'adresser à ce "guichet unique", et nulle part ailleurs.

Mais en même temps, en créant le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, on a dit qu'il devrait signer tous les accords. Alors, que fait le ministère, et que fait

le CDC ?

Ce CDC, il compte 15 personnes au total. Comment peuvent-elles évaluer les 800 mio de dollars d'aide qui sont arrivés ? Quant à mon ministère, qui est censé signer tous les accords, doit-il aussi faire l'évaluation de chacun d'eux ? C'est en principe le travail du CDC. Tout cela crée de la confusion. Et pour ce qui est de donner des experts au CDC, j'estime pour ma part qu'il ne le faut pas, parce que le CDC n'est pas assez bien organisé.

Les ONG, chacune va de son côté, avec son organisation propre, et absolument personne ne les coordonne. Celles qui s'occupent de la santé sont bien coordonnées par le ministère de la Santé, qui est un modèle dans ce domaine. Mais les autres ministères ne coordonnent rien. Ce problème serait résolu si le CDC fonc-

les bailleurs de fonds : éviter le Gouvernement

tionnait normalement. Il doit compter un jour 140 personnes; 40, en principe; à la fin de l'année. En attendant il y a une grande confusion entre le CDC, les ministères, les ONG, les donateurs qui voudraient que leur argent soit dépensé ...

Résultat, on a l'impression que de plus en plus les gens essaient de tenir leur argent à l'écart du gouvernement, qu'ils veulent le dépenser n'importe où du moment qu'il

ne passe pas par le gouvernement. Et ce n'est pas ainsi que le gouvernement veut travailler. Sam Rainsy était amer à ce sujet. Il disait : *Vous avez promis tant d'argent, mais vous le donnez aux ONG, je ne le vois jamais ...*

Un autre problème : comment un donneur d'aide peut-il augmenter les salaires des fonctionnaires sans créer de problèmes avec les autres ministères ? On attend du CDC qu'il prenne une initiative, qu'il indique la marche à suivre aux donateurs qui voudraient améliorer des salaires, mais en

rejoindre l'ASEAN au plus vite

attendant cela se pratique de façon illégale, certains donnent de l'argent à des gens pour être sûrs qu'ils travaillent...

Mon grand plaisir dans ce ministère est d'appréhender de l'intérieur, avec des Cambodgiens, des problèmes que j'ai observés de l'extérieur pendant 20 ans.

Depuis 1970, le Cambodge ne s'est pas trouvé confortablement installé dans le concert des nations : il faut l'y réinstaller. J'espère que le Cambodge va rejoindre l'ASEAN. Ce sera difficile, mais le Conseil des Ministres veut aller vite. Le problème est que nous ne pouvons pas tout faire à la fois et que, ce que nous ne faisons pas pourrait nous sauter à la figure : c'est un risque que nous devons prendre.

A PROPOS ...

(suite de la page 5)

procès ?

On prête à Feal International, du groupe Générale des Eaux, l'intention d'attaquer en justice le gouvernement cambodgien, pour n'avoir pas respecté le contrat signé, qui lui confiait la rénovation et la reconstruction de l'hôtel Royal. C'est la société de Singapour

Raffles qui a finalement obtenu le contrat, en proposant, dit-on, 1,5 million de dollars dès la signature, et un loyer annuel ensuite.

Feal International qui a rénové et gère à Hanoï un hôtel en joint venture avec le gouvernement vietnamien, réalise plus de 2 millions de dollars de bénéfices par an.

blocs

Quatre nouveaux blocs, 3 off-

shore et 1 on-shore sont proposés par le gouvernement cambodgien aux compagnies internationales d'exploration pétrolière par l'intermédiaire de la société singapourienne OGI.

La reproduction,
des articles publiés par
CAMBODGE NOUVEAU
demeure
rigoureusement interdite

CAMBODGE
NOUVEAU
a changé d'adresse
nous sommes

58 rue 302

tel inchangé (015) 91 19 67
boîte postale inchangée 836

Speaker's corner

John Holloway

Nous poursuivons ci-après l'interview que nous a accordée S. E. J. Holloway, ancien ambassadeur d'Australie au Cambodge, Conseiller du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale, commencée dans notre numéro 17.

Pour nous Australiens, le souvenir de la guerre du Vietnam est trop récent pour que nous pensions intervenir sur le terrain. Et si nous voulions intervenir, des pays comme la Thaïlande et la Chine s'y opposeraient vivement.

**relations avec
la Thaïlande et le Vietnam**

Lorsqu'on est assis ici au ministère des Affaires étrangères et que l'on considère le monde, ce monde apparaît immense. Je me sens très petit quand je regarde la Thaïlande avec ses 57 millions d'habitants, le Vietnam avec ses 66 millions. Et je réalise que le Cambodge doit jouer un jeu très particulier entre ces deux géants, très variables

: leurs politique a changé de façon spectaculaire pendant les 10 dernières années, et leur capacité de changer n'a pas diminué. Nous devons être assez attentifs, parce qu'il existe des problèmes avec chacun d'eux.

Avec la Thaïlande, par exemple, (maintenant que les 9 Thaïlandais ont été libérés de prison), il y a la question du tracé de la frontière, celle des Khmers

**un seul problème à la fois
- avec la Thaïlande :
les eaux territoriales;
- avec le Vietnam :
l'immigration**

rouges qui passent la frontière, la dispute au sujet des eaux territoriales, dans la perspective de découvertes pétrolières, celle des pêcheurs thaïs qui viennent pirater dans nos eaux, celle des banques et des sociétés thaïlandaises et de leur façon de pratiquer les affaires...

Avec le Vietnam, le problème principal est celui de l'immigration, mais il y a aussi celui de la frontière, la dispute sur

les eaux nationales, le problème des échanges commerciaux, celui des droits de douane, ...

Or notre ministère, qui devrait être un grand ministère, n'a que de très faibles ressources. Nous sommes 600 sur nos fiches de paie, mais 200 seulement viennent au travail. Normalement, les ministères des Affaires étrangères comptent beaucoup de gens très expérimentés. Mais les gens qui devraient être à ma place, avec 30 ans d'expérience, ils sont ou morts ou en exil. Nous n'avons que deux "anciens", qui ne sont plus aptes à conseiller le ministre. Chaque bureau de ce ministère est habité par le fantôme d'un responsable. Les gens qui viennent ici sont souvent des maîtres d'école, d'anciens soldats, un mécanicien même ... Ils ne savent pas grand'chose; ils font de leur mieux. Et puis ils ont des salaires ridicules. Un haut fonctionnaire gagne 15 dollars par mois, alors que certains sont déjà âgés et ont une famille à charge. Ils ne peuvent pas vivre avec ça. Ils doivent donc en plus enseigner le français ou l'anglais après les heures de travail, et la plupart dépendent de leur femme ou de leurs enfants, de quelqu'un qui les aide à tenir. J'admire beaucoup ceux qui viennent au travail dans ces conditions. Les autres,

(suite page 7)

C'est la Fête !

Décembre au Sofitel Cambodiana

LE MEKONG

Bar à huîtres de France du 22 au 31 décembre.

XX

DELI SHOP

Toute la sélection des pâtisseries et confiseries de Noël.

Du 15 au 31 décembre les meilleurs produits de France à prix coûtant.

XX

RIVERSIDE POOL TERRACE

Fondues savoyarde ou bourguignonne du 15 au 31 décembre sauf le vendredi.



Hotel Sofitel Cambodiana
PHNOM PENH

Tel. 26288, Fax 26392

